

## AUCUN EFFET DE LA TUERIE DE TOULOUSE SUR LES THÈMES DE CAMPAGNE VOULUS PAR LES FRANÇAIS

# Pouvoir d'achat, chômage, précarité intéressent plus les Français

**Malgré les tentatives de Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen de remettre sur le tapis les aspects sécuritaires pour occulter pour l'un son bilan d'un mandat considéré comme désastreux et pour l'autre pour argumenter et justifier son rejet de l'islam et des étrangers non européens, le premier sondage réalisé après la barbarie de Merah sont loin d'avoir modifié la hiérarchie des préoccupations des Français.**

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

Une semaine après le dénouement des tueries de Montauban et de Toulouse, les Français interrogés dans un sondage BVA pour le journal *le Parisien* — le premier sondage réalisé après le carnage — placent le thème de l'insécurité loin derrière leurs pré-

occupations premières que sont les questions économiques et sociales.

A la question de savoir quels thèmes pèseront le plus dans leur vote lors de l'élection présidentielle, à 42% les sondés placent le pouvoir d'achat en premier et le chômage, avec 30%, en 2<sup>e</sup> position. Viennent ensuite la croissance économique (23%), la dette publique de la France (20%), la pauvreté et la précarité (18%), l'école et l'éducation (17%), les impôts et les taxes (14%) et les thèmes de la sécurité et de l'immigration ne rassemblent que 8% de sondés. Pour une surprise, c'en est bien une, et les efforts déployés pour faire croire que les Français opteront pour ceux qui auront la politique sécuritaire, de l'immigration et de stigmatisation des musulmans la plus dure semblent avoir été vains et en tout cas démentis par les intentions de vote de la majorité des Français.

Quant à savoir sur ces nombreux thèmes — pouvoir d'achat, chômage, croissance économique, dette publique école, impôts et



Photo : DR

taxes — lequel des 10 candidats à la présidentielle est le plus crédible, le résultat est nettement en faveur de François Hollande.

Pour l'ensemble des thèmes, la crédibili-

té du candidat socialiste est classée première 11 fois sur 10. Sur le thème de la sécurité, les deux favoris des sondages (le sortant et Hollande) sont jugés à égalité (à 30% chacun) crédibles. Le seul thème sur lequel le candidat sortant est considéré comme le plus crédible est l'Europe, mais ce thème est placé par les sondés en quasi dernière position. L'examen plus en avant de ce sondage conforte Jean-Luc Mélenchon comme troisième homme de cette présidentielle ; Bayrou vient en quatrième position et Marine Le Pen suit derrière.

Montauban et Toulouse ne changent apparemment pas la donne dans les intentions de vote et Sarkozy (celui qui a créé le nouveau concept «d'apparence musulmane») et ses troupes qui misaient sur ces événements n'en tireront pas profit.

Les élections ne sont cependant pas encore jouées et tout peut arriver d'ici le premier tour (22 avril) et du second (le 6 mai prochain).

K. B.-A.

## BRUXELLES S'INTÉRESSE À L'AGENT MERAH L'indic et l'assassin

**Nul doute que les émotions passées, l'effarante affaire à plusieurs cases Merah remontera à la surface aux niveaux judiciaire, policier, du renseignement et donc politique.**

De notre bureau de Bruxelles,  
Aziouz Mokhtari

Des démissions en cascade ne sont pas du tout à écarter d'un revers de main, selon des indiscrétions bruxelloises. L'une des gorges profondes résidant dans la capitale belgo-européenne me signifie, mise au parfum de mes origines algériennes, comme celles de Merah le tueur au scooter, «le pays des

ancêtres des Merah n'a rien à voir avec les scandales à venir, les bombes à retardement en gestation qui apparaîtront dans si peu».

Selon mon ami qui me veut du bien, qui ne cherche qu'à m'informer, tout le personnel politique du haut niveau français et européen s'attend à des révélations d'ampleur 9,5 sur l'échelle de Richter (cette mesure scientifique agréée calcule les amplitudes des tremblements de terre et compte 10 degrés maximum).

Le président Sarkozy essaie, tant bien que mal, de protéger — raison d'Etat oblige — les hautes autorités policières et du renseignement, mais il ne tiendra pas. «Ça sortira», «ça ne peut pas ne

pas sortir». «Quoi donc ?» Selon cette gorge profonde, très profonde, dont les propos sont corroborés par d'autres sources, les frères Merah auraient roulé dans la farine la DCRI (Direction du renseignement intérieur). En réalité, Mohamed, le tueur, et Abdelkader, l'idéologue, travaillaient comme indics et, sans doute, émargeaient au service.

Les voyages, nombreux, de Mohamed (Jordanie, Irak, Syrie, Liban, Afghanistan, Pakistan, Waziristan, Israël) sont connus et sans doute même pris en charge par la DCRI.

Lors de l'encerclement de Mohamed Merah dans sa cité à Toulouse et le siège de son appartement, c'est son agent traitant qui a mené les pourpar-

lers avec lui. Selon des sources DCRI, le «courant passait bien entre les deux hommes».

L'indic s'est avéré plus intelligent et plus costaud que ne le pensait son mentor de la police, d'où, sans doute, la précipitation des événements et l'acharnement mis à supprimer un assassin, un serial-killer, oui, c'est vrai, mais aussi un indic parlant, un témoin gênant lors des assises criminelles.

Son élimination arrange donc pas mal de monde, reste le cas de son frère Abdelkader. C'est une autre histoire : les patrons de la police et du renseignement traitant cas par cas, selon le principe «à chaque jour suffit sa peine».

A. M.

### SYRIE

## Les Arabes vont appeler à un «dialogue national»

**Les pays arabes, réunis à Bagdad alors que la violence se poursuit sans répit en Syrie, vont appeler à un «dialogue national» entre le pouvoir et l'opposition, selon un projet de résolution devant être approuvé jeudi lors du sommet des chefs d'Etat.**

Les dirigeants arabes se réunissent au moment où l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan a réussi à faire accepter son plan en six points par le gouvernement syrien et a également obtenu l'appui de Moscou et Pékin, fidèles alliés de Damas.

Les Arabes demandent au gouvernement syrien et à toutes les composantes de l'opposition d'adopter une attitude positive envers cette mission en entamant un dialogue national sérieux basé sur le plan soumis par la Ligue arabe et la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, selon un projet de résolution du sommet de la Ligue dont l'AFP a obtenu une copie.

Ils invitent aussi «toutes les composantes de l'opposition à s'unifier et à élaborer leurs projets pour mener un dialogue sérieux afin d'aboutir à une vie démocratique comme le souhaite le peuple syrien». Ils «condamnent les violations des droits de l'Homme contre

les civils et considèrent le massacre de Baba Amr commis par les forces militaires et de sécurité syriennes comme des crimes contre l'humanité».

Baba Amr, ainsi que d'autres quartiers rebelles de Homs, ont fait l'objet de pilonnages incessants pendant des semaines par les autorités syriennes pour faire plier la contestation. La rencontre arabe a débuté hier à Bagdad par une réunion des ministres de l'Economie et des Finances ou de représentants des 21 pays conviés à la réunion. La Syrie est actuellement suspendue de la Ligue arabe en raison de la répression. Les discussions ont porté sur la «stratégie arabe» en matière de tourisme, un secteur essentiel pour la région, l'approvisionnement en eau et la prévention des désastres naturels, selon Mohammed Al-Twaijary, secrétaire général adjoint aux Affaires économiques de la Ligue arabe.

L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient sont considérés comme les zones du monde les plus menacées en termes de disponibilité en eau : 4,3% de la population mondiale n'y dispose que de 0,67% des ressources en eau douce renouvelable, selon Georges Mutin auteur de l'ouvrage *L'eau dans le monde arabe : enjeux et conflits*.

«La Ligue arabe envisage de mettre en place un système d'alerte pour les désastres

comme les tremblements de terre et les inondations», a également indiqué M. Twaijary. Le tourisme figure aussi au programme. Les troubles provoqués dans la région par le Printemps arabe ont durement frappé les pays les plus dépendants de ce secteur (Égypte, Jordanie, Liban, Syrie et Tunisie), mais épargné les pays du Golfe, qui ont par ailleurs bénéficié du haut niveau des cours du pétrole. La réunion des ministres de l'Economie sera suivie aujourd'hui de celle des ministres des Affaires étrangères, qui vont travailler sur la déclaration finale, puis demain jeudi par le sommet des chefs d'Etat proprement dit.

Il s'agit du premier sommet de ce type depuis plus de 20 ans en Irak, pays mis à l'index de la communauté internationale après son invasion du Koweït en 1990 et après neuf ans de présence américaine sur son sol. Il a été entouré de mesures de sécurité exceptionnelles, après une série d'attentats qui ont ensanglanté Bagdad et une série d'autres villes il y a à peine une semaine.

Plus de 100 000 membres des forces de l'ordre ont été déployés dans la capitale et plus d'un demi-milliard de dollars ont été dépensés pour rénover les principaux hôtels et les routes entre l'aéroport et la «zone verte», secteur ultra-protégé où a lieu le sommet.

### ÉGYPTE

## Des partis laïques se retirent de la commission constituante

Plusieurs partis laïques égyptiens se sont retirés hier de la commission chargée de rédiger la future Constitution du pays, accusant les islamistes, majoritaires au Parlement, de vouloir en faire un outil au service de leurs ambitions.

Ces retraits aggravent la crise qui monte entre les islamistes et les partis laïques libéraux et de gauche sur la rédaction de la loi fondamentale qui régira la vie politique de l'Égypte post-Moubarak.

«Nous annonçons aujourd'hui notre rejet de la manière dont la commission constituante a été formée», a déclaré Ahmed Saïd, chef du parti des Égyptiens libres, l'une des plus importantes formations libérales du Parlement, lors d'une conférence de presse avec d'autres représentants politiques laïques.

Le week-end dernier, les deux chambres du Parlement, dominées à plus de deux tiers par les partis islamistes, ont voté pour former cette commission de 100 personnes, composée pour une moitié de parlementaires et l'autre moitié de personnalités choisies hors du Parlement. Les élus des formations laïques se sont retirés de ce vote, en dénonçant la volonté des formations islamistes — Frères musulmans et radicaux salafistes pour l'essentiel — de dominer cette commission en ne leur laissant que la portion congrue.

La composition donne de fait une large majorité — 37 sur 50 — des sièges réservés aux parlementaires à des islamistes, qui occupent aussi de nombreux sièges réservés aux autres personnalités. Les femmes et la communauté chrétienne copte n'ont que quelques sièges.

«Il s'agit d'écrire la Constitution de l'Égypte, pas celle d'un groupe majoritaire.» Dans sa composition actuelle, la commission «va être rédigée en fonction de l'islam politique», a protesté M. Saïd.

Ziad Bahaa Eldin, un député du parti social-démocrate, a également indiqué que les membres de son parti présents dans la commission avaient décidé de s'en retirer, tout comme d'autres personnalités libérales et de gauche.

«Ce n'est pas une affaire partisane, il s'agit de l'avenir de ce pays et du droit des Égyptiens à écrire leur Constitution sans qu'elle soit biaisée politiquement», a-t-il ajouté.